

Jeudi 03 mai 2018

« On savait que cela casserait »

VIOLENCES DU 1^{ER} MAI Denis Jacob, secrétaire général d'Alternative Police, syndicat affilié à la Cfdt, appelle les autorités à repenser le maintien de l'ordre

RECUEILLI PAR DOMINIQUE RICHARD
d.richard@sudouest.fr

Sud Ouest Quels sont les premiers enseignements que vous tirez à la suite des heurts du 1^{er} mai à Paris ?

Denis Jacob D'un côté, on peut se féliciter. Il n'y a eu aucun blessé grave. Mais de l'autre, ces violences et ces dégradations ne sont pas admissibles. On sait qu'il n'y a pas de solution miracle contre les casseurs. Mais l'attentisme dont ont fait montre les autorités est regrettable. Elles n'ont pas su gérer en amont la présence des black-blocs. L'ordre d'intervention donné aux forces de l'ordre a été trop tardif.

Comment expliquez-vous cet attentisme ?

En premier lieu par le syndrome Rémi Fraisse. Depuis la mort de ce manifestant en 2014 sur le chantier du barrage de Sivens dans le Tarn, on prend de grandes précautions. Par peur des dommages collatéraux, on évite toute confrontation directe. Mais entre Sivens et Paris, ce n'était pas du tout la même configuration. Ici, nous étions en face de fauteurs de troubles en tenues paramilitaires, casqués et armés de battes de base-ball.

Quelle est la teneur des consignes données aux forces de sécurité ?

Depuis les manifestations de 2016 contre la loi travail, marquées par de nombreux incidents, elles ont ordre de se tenir en retrait et d'éviter tout contact, tout visuel susceptible de faire monter la tension alors qu'auparavant elles occupaient les rues

transversales. Elles ne peuvent intervenir que si leur intégrité physique est en danger.

Du fait de leur éloignement relatif, elles ont forcément un temps de retard lorsque cela dégénère ?

D'autant qu'elles n'ont pas de retour d'information. Auparavant, des policiers en civil infiltraient les manifestations. Cela a été jugé trop dangereux. Du coup l'apparition des casseurs dans les cortèges est souvent signalée avec un temps de retard. Difficulté supplémentaire, rien ne permet a priori de les distinguer. Ils sont habillés comme vous et moi avec le plus souvent un sac à dos sur les épaules. Ils ne se changent que lorsqu'ils en reçoivent la directive.

« Au delà de l'attentisme des autorités, chacun doit se questionner sur sa responsabilité vis-à-vis des événements. »

Mais qui sont ces black-blocs, semble-il de plus en plus nombreux ?
Je ne peux donner qu'une interprétation personnelle. Ces gens d'extrême gauche sont pour la plupart de simples militants qui passent à l'action violente parce qu'ils ont le sentiment que leur opposition n'est pas entendue. Aujourd'hui la ligne est de plus en plus tenue entre l'ultra gauche et l'extrême gauche. La radicalisation de la CGT qui peine à mobiliser gomme aussi certaines différences. Au-delà de l'attentisme des autorités, chacun



Denis Jacob : « Il est temps de repenser le maintien de l'ordre. »

JEAN NICHOLAS GUILLOU/PQR/« LE PARISIEN »

doit se questionner sur sa responsabilité vis-à-vis des événements qui se sont produits le 1^{er} mai.

Existe-t-il une parade contre ce genre de débordements ?

Non. Il n'y a pas de technique prête à l'emploi. Il faut adapter la réponse en fonction de la nature des violences et du contexte. La doctrine des CRS qui n'avait pas bougé depuis 2002 est d'ailleurs en cours de réécriture. Aujourd'hui, il est temps de repenser le maintien de l'ordre et de donner aux forces de sécurité les moyens de dé-

fendre l'État républicain et les biens publics et privés.

Concrètement, cela passe par quoi ?

Il faut que les autorités laissent davantage de latitude aux gens sur le terrain, de façon par exemple à pouvoir interpellier et exfiltrer des défilés les probables casseurs quand ils sont repérés ou à utiliser de manière préventive des canons à eau. La chaîne de commandement est beaucoup trop rigide. Ce 1^{er} mai, on a laissé faire des gens alors que l'on savait que cela casserait. Cela avait été annoncé la veille !

POLÉMIQUE ET FRUSTRATION SYNDICALE

Les dégradations commises sur le parcours de la manifestation ont été vivement critiquées côté politique comme syndical. À une exception près : Philippe Poutou (NPA) les a justifiées. « Effectivement, ça a chauffé. Mais [...] le gouvernement a semé la violence, et il la récolte », a réagi l'ex-candidat à la présidentielle. Une position que ne partage pas Philippe Martinez, numéro un de la CGT. La présence des casseurs a « masqué l'objet de cette manifes-

tation, les revendications », a-t-il déploré hier sur France Inter, craignant aussi que cela n'entraîne la remise en cause du droit de manifester. « Casser une vitrine de McDo n'est pas une activité révolutionnaire », a de son côté réagi Jean-Luc Mélenchon. De nombreuses critiques ont été émises vers le ministère de l'Intérieur et la préfecture de police de Paris, sur la gestion des débordements et des critiques sur la réaction, jugée tardive, des policiers.